



Ecoles Européennes

Bureau du Secrétaire général

2011-12-LD-1 RCH/JG  
Bruxelles, le 1<sup>er</sup> décembre 2011

**A L'ATTENTION DES CHEFS DE DELEGATION AUPRES DU CONSEIL SUPERIEUR DES ECOLES EUROPEENNES**

Madame, Monsieur,

Suite à l'envoi par des parents de Bruxelles IV d'une pétition pour maintenir leurs enfants sur le site de l'école de Berkendael à la rentrée scolaire de septembre 2012 alors que le site de Laeken sera mis à notre disposition, je tiens à vous faire part de quelques remarques concernant cette demande et à vous apporter des informations complémentaires.

Je voudrais tout d'abord souligner que l'analyse faite par les parents du coût potentiel de la séparation des élèves de Bruxelles IV entre deux sites ne tient pas compte de nombreux éléments et aboutit à des résultats que nous considérons comme très éloignés de la réalité prévisible si la séparation devait être effective. Je vous prie donc de trouver ci-joint, pour votre complète information, l'estimation établie par le Secrétariat général et la direction de l'école à la demande de la Commission qui avait été la première destinataire d'une telle pétition.

Cette estimation prend en compte la séparation des classes des 5 sections existantes et le transfert progressif année après année des élèves en fin de P5 vers le secondaire à Laeken, ces élèves étant des élèves de l'école de Bruxelles IV et non d'une éventuelle école de Bruxelles V dont on ne connaît pas même les sites potentiels. Dans cette simulation, aucun nouvel élève n'est inscrit à Berkendael.

Les coûts estimés pour les années budgétaires concernées sont les suivants :

2012	1.719.903 €
2013	1.992.043 €
2014	1.565.346 €
2015	1.808.659 €
2016	1.560.299 €
2017	1.402.544 €
2018	998.310 €

**Pour un total de 11.048.103 €**

---

Bureau du secrétaire général des Ecoles européennes c/o Commission européenne, Bât. Joseph II 30, 1049 Bruxelles - Belgique  
Bureau: JII/30 - 02/124. Téléphone: ligne directe +32 (2) 295 37 47. Télécopieur: +32 (2) 298 62 98.

<http://www.eursc.eu>

E-mail: [renee.christmann@eursc.org](mailto:renee.christmann@eursc.org)

Je tiens par ailleurs à rappeler que dès l'acceptation de l'école de Berkendael par le Conseil supérieur pour accueillir les élèves de Bruxelles IV, il a été clairement décidé que ce site était un site transitoire et que tous les élèves qui seraient inscrits à Bruxelles IV déménageraient vers le site définitif de l'école à Laeken dès qu'il serait mis à notre disposition par les autorités belges. L'école de Laeken sera terminée pour la rentrée de septembre 2012 et tout est prévu pour que tous les élèves et les personnels ainsi que tout le matériel soient transférés à Laeken pour cette rentrée.

Hormis l'aspect financier, non négligeable en ces temps de restrictions budgétaires, j'appelle votre attention sur les implications, non moins importantes, en matière administrative, procédurale et pédagogique qu'auraient la séparation des classes de Bruxelles IV et le maintien des élèves qui le souhaitent à Berkendael. Je ne citerai ici que l'impact sur la politique d'inscription dans les écoles de Bruxelles mise en place depuis 5 ans maintenant dans la mesure où quelques parents se verraient accorder le privilège de choisir leur école sur la base d'un critère de proximité géographique alors que la répartition des élèves due à la surpopulation dans les autres écoles exclut formellement ce critère.

Sur certaines de ces implications, je vous invite à prendre connaissance de la réponse que nous venons d'adresser à la Commission suite à sa demande d'établir une estimation en cas d'acceptation de nouveaux élèves à Berkendael dès 2012, hypothèse envisagée par les parents dans la pétition qu'ils vous ont adressée.

Quant à la présence de 21 classes de Bruxelles I sur le site de Berkendael, en vue de la rénovation du bâtiment Fabiola à Uccle, il est peu probable qu'elle soit effective dès septembre 2012.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire que vous souhaiteriez obtenir et vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



Renée CHRISTMANN  
Secrétaire général

Sections EN-DE-FR-IT-NL  
**Surcoût lié à la division verticale de l'école de BXL IV\***

**Infrastructure**

	4 mois 09->12/2012	2013	2014	2015	2016	2017	8 mois 2018
<b>Salaires et charges patronales PAS :</b>							
-1 secrétaire	186.283 €	391.634 €	274.328 €	413.745 €	413.745 €	413.745 €	275.830 €
-0,5 comptable	80.130 €	114.732 €	74.302 €	153.850 €	123.080 €	98.464 €	52.514 €
-1 préparateur ICT	38.725 €	55.447 €	44.886 €	116.175 €	77.450 €	77.450 €	51.633 €
-1 infirmière	6.447 €	9.231 €	7.473 €	19.342 €	19.342 €	19.342 €	12.895 €
-3 postes assistant(e)s maternelles							
-1 concierge							
-1 ouvrier							
-2 postes surveillants							
<b>Entretien du bâtiment</b>							
nettoyage	80.130 €	114.732 €	74.302 €	153.850 €	123.080 €	98.464 €	52.514 €
Gardiennage	38.725 €	55.447 €	44.886 €	116.175 €	77.450 €	77.450 €	51.633 €
Entretien espaces verts	6.447 €	9.231 €	7.473 €	19.342 €	19.342 €	19.342 €	12.895 €
Divers (Déchetterie, nuisibles, maintenance du chauffage, ascenseurs réparations communications, postes...)	21.193 €	30.345 €	24.565 €	63.580 €	63.580 €	63.580 €	42.387 €
Energies (gaz, mazout, électricité)	65.888 €	94.053 €	60.911 €	126.121 €	100.897 €	80.717 €	43.049 €
<b>Équipement</b>							
Mobilier classes, cantine, bureaux, bibliothèque	- €						
Équipement salles de sport, bibliothèque, salle de musique, cantine, ICT, téléphones, serveurs, outils, matériel entretien, photocopieuses	750.000 €						
Aménagement extérieurs( plaine de jeux, goals,...)	111.000 €						
<b>Subvention Transport</b>	25.000 €	75.000 €	75.000 €	75.000 €	100.000 €	100.000 €	150.000 €
<b>Direction</b>	1.098.183 €	378.808 €	287.137 €	554.068 €	484.349 €	439.553 €	352.478 €
Directeur adjoint du primaire	33.337 €	100.012 €	100.012 €	100.012 €	100.012 €	100.012 €	100.012 €
<b>Enseignement</b>							
Salaires Chargés de cours (cours généraux, LS, SEN, Ethique )	289.624 €	806.310 €	646.573 €	530.342 €	403.631 €	322.334 €	193.718 €
Salaires Chargés de Cours Religion	9.090 €	26.904 €	24.900 €	20.014 €	14.015 €	11.396 €	7.597 €
Charges patronales Chargés de Cours	103.385 €	288.375 €	232.397 €	190.478 €	144.547 €	115.504 €	69.675 €
	402.099 €	1.121.589 €	903.869 €	740.834 €	562.193 €	449.234 €	270.990 €
<b>Total coûts</b>	1.719.903 €	1.992.043 €	1.565.346 €	1.808.659 €	1.560.299 €	1.402.544 €	999.310 €
							<b>TOTAL :</b>
							11.048.103 €

\*Surcoût lié à la division verticale de l'école de BXL IV. Le calcul est basé sur l'hypothèse que 350 élèves du maternelle et primaire resteront sur le site de Berkendael.

Bxl IV et Bxl I occuperont tous les locaux, ce qui entraînera des dépenses équivalentes à celles présentées dans le budget 2012 pour la maintenance, services et PAS. Les écoles assureront ces dépenses au prorata de l'occupation des locaux. Pour BxlIV en 2013 : 48% et 2014 : 39%.

Coût partage avec BXL I (hypothèse -460 élevés a Berkendael pour la période 1.1.2013 -31.12.2014)

**GULLICK Jacqueline**

---

**From:** GULLICK Jacqueline  
**Sent:** jeudi 1 décembre 2011 13:30  
**To:** BARDOUX Christiane  
**Cc:** SODER HINGIS Marie; 'Dietmar.Pettauer@ec.europa.eu'; MORICCA Umberto; 'bertrand.saint-aubin@ec.europa.eu'; 'Rolando.Putoto@ec.europa.eu'  
**Subject:** Estimate Berkendael  
**Importance:** High

Dear Mrs Bardoux,

Please find below our response to the request made in your email of 18 November.

Apart from the fact that it is not possible to make a reliable estimate on a highly hypothetical basis, namely the number of new pupils who would wish to be enrolled at the Brussels IV School on the Berkendael transitional site and the classes which they would join, I would draw your attention to other aspects which go far beyond the strictly budgetary and financial impact, of which I nevertheless wish again to reiterate the importance.

The guidelines for the enrolment policy for 2012-2013 have been approved by the Board of Governors and the Enrolment Policy has been finalised by the Central Enrolment Authority. It will be published in mid-December. The correct procedure has been followed. The representatives of the parents and the Commission are members of various committees within which the policy was prepared. They had every opportunity to express their views during the process. Due to the very tight schedule of the enrolment process, restarting the discussions from scratch is not a conceivable option.

The line of argument behind the petition is based on the geographical criterion. However, the criterion of the location of the parents' place of residence for a child's admission to one or other school was expressly ruled out by the Board of Governors, having regard to the need to distribute pupils equitably amongst the different schools. Similarly, according to the established and consistent case law of the Complaints Board of the European Schools, which since the creation of the Central Enrolment Authority in 2006, has heard dozens of direct appeals lodged against enrolment decisions every year *"the European Schools system is not comparable with national education systems, having only a limited number of schools located in cities which are the seats of EU institutions or bodies, with the agreement of the national authorities, and not a network allowing all the pupils concerned within these cities, whatever the location of their home, to be allocated a place in a neighbourhood school"* (see in particular decision No 08/09 of 17 July 2008 of the Complaints Board of the European Schools, its decision No 09/21 of 17 August 2009, its decision No 10/24 of 27 May 2010, its decision No 10/36 of 14 July 2010, etc.).

It follows that since its creation, the Central Enrolment Authority, which, it is worth pointing out, is composed partly of representatives of the parents, of the schools' managements, of the Commission's Local Staff Committee and of a representative of the European Commission, has systematically disregarded practical considerations connected with the organisation of travel and with the length of the journeys to and from school which are invoked by parents as particular circumstances in order to secure their child's enrolment in one school rather than another.

In that context, there is every reason to fear that this type of consideration might be taken into account at this juncture to justify keeping a proportion of the pupil population of the European School, Brussels IV on the Berkendael site, something which would be tantamount to jeopardising, if not ruining, the

1/12/2011

efforts made over the last four years to ensure balanced distribution of pupils amongst the four Brussels European Schools and to fill the new school. In addition, it would be impossible not to widen the same geographical criterion to encompass all the schools. I must draw your attention to the difficulties of implementation of such a criterion and to the risk involved of creating an explosive situation, in terms of overcrowding, in the other schools, particularly Brussels II and Brussels III.

The proposed division of the language sections will also have a pedagogical impact, something which should be discussed by the Joint Teaching Committee before the matter is presented to the Board of Governors.

Returning to the financial aspect, it would be very expensive to divide the current nursery and primary classes of Brussels IV into two. We have produced simulations showing that the additional costs would be around €11 million for the period 2012-2018 (see the table sent to you on 17 November). The initial division costs would be the same even if we were to fill the empty classes with new pupils. Even though the cost per pupil would be lower, some additional costs could be foreseen in the creation of L2, religion, European Hours and other special subject groups.

The division of Brussels IV would not only run counter to sound and rational management of resources but would also entail a significant extra cost which could not be borne within the limits of the total budget which it is planned to allocate to the Schools in the future years.

This action has not been foreseen in the 2012 Budget and no additional appropriations, amounting to almost €2 million, are available.

The Budgetary Committee should be consulted on this issue, which will significantly increase the budget for the coming years.

Best regards,

Renée Christmann  
Secretary General of the European Schools